

Le Quotidien

Nouvelles générales, samedi 27 décembre 2003, p. 9

Document

## **Économie régionale**

Des solutions pour une relance

Le dossier Nutrinor, celui de Louisiana Pacific, les agriculteurs en furie, les cuves Söderberg à éteindre, la fermeture de la papetière Port-Alfred, la manifestation contre Wal-Mart, enfin, l'exode massif des jeunes illustrent que l'économie régionale va de mal en pis.

La structure économique régionale vient de traverser une importante mutation technologique. Tous les secteurs d'activités économiques furent modernisés, d'abord dans l'agriculture, les opérations forestières et les scieries, ensuite ce fut au tour des modes de production dans l'aluminium, le papier, l'agro-alimentaire, les services spécialisés. Toutes les entreprises furent confrontées, à divers degrés, à ce virage. Même la retardataire usine de Port-Alfred devra s'y conformer.

Les nouvelles technologies qui font appel à des investissements importants permettent évidemment des gains de productivité, tout en remplaçant malheureusement la main-d'oeuvre. Tant et si bien que l'économie régionale produit davantage qu'auparavant mais ne génère plus de nouveaux emplois dans ces secteurs en croissance. À titre d'exemple frappant l'imagination, la région a plus que doublé sa production d'aluminium depuis 20 ans, par l'entremise de trois nouvelles alumineries qui ont éliminé, par ailleurs, le tiers des emplois de qualité dans ce secteur.

L'économie régionale subit de plein fouet le mouvement de concentration sectorielle. La caractéristique première de ce phénomène concerne l'intégration des petites unités locales par de plus grandes, généralement de propriété

extérieure. Meuneries, laiteries, scieries, merceries, boulangeries, quincailleries, etc, furent largement intégrées ou éliminées. Plus de la moitié de nos fermes ont disparu depuis 1975. De nombreux opérateurs forestiers artisans furent disqualifiés.

Ainsi, les traditionnelles fuites des profits tirés de la production de l'aluminium et du papier sont désormais accompagnés par ceux générés par le bois d'oeuvre, les fournisseurs divers, les services spécialisés (génie conseil, comptabilité, optométrie), l'agro-alimentaire, le commerce de détail, l'alimentation, la restauration. Il existe bien sûr de valeureux "résistants" à cette dépossession généralisée de la propriété locale et régionale. Nous en sommes très fiers. Néanmoins, l'arrivée des géants comme Costco, Archambault et autres Tanguay, ne laisse que très peu de parts de marché aux entreprises indigènes. Les fuites financières s'accélèrent alors.

### **La diversification**

Ce manque à gagner dans les circuits économiques régionaux en matière d'emplois, de salaires, de profits, d'épargne, limite fortement la capacité de diversification économique. La fuite des capitaux représente la principale cause des effets limités du nouveau modèle de développement adopté lors du Sommet économique de 1984. Vingt ans après, certains résultats s'avèrent certes au rendez-vous de la restructuration économique. Plusieurs succès locaux et régionaux en témoignent.

La filière des métaux poursuit sa lente et pénible structuration en aval. Celle du bleuët progresse aussi. Le créneau de la pomme de terre va bien. Le secteur de la construction s'inscrit comme une force régionale. Les équipementiers offrent des compétences et du savoir-faire qui deviennent un avantage compétitif. Force est de constater cependant que les objectifs visés jadis ne furent pas atteints. Que le déclin économique s'accroisse même s'il est sans doute ralenti à un certain degré.

## **Solutions**

Deux grands types de solutions économiques s'offrent à la région: le "business as usual" ou les changements radicaux. Alors que plusieurs acteurs bien en selle ont déjà largement fait leur camp dans la première option, les manifestations bruyantes des classes ouvrière et agricole démontrent qu'elles désiraient opter pour le deuxième choix. Dans le premier, on préconise la formation professionnelle mieux ciblée, des mesures fiscales plus généreuses pour les entreprises, des fonds supplémentaires à l'égard du développement local et régional, un soutien plus intensif à l'entrepreneuriat, une R&D mieux financée, une prospection industrielle mieux appuyée par les gouvernements supérieurs et, évidemment, la décentralisation gouvernementale. Très bien!

Quant à l'option radicale, elle nécessite une modification en profondeur, autant dans la stratégie d'ouverture que dans celle de la fermeture du territoire.

Dans un premier temps, une ouverture accentuée nécessite plusieurs mesures audacieuses sur des enjeux névralgiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, soulignons notamment: l'injection de capital humain (dépistage ciblé, mobilisation sociale élargie, immigration, accueil); l'utilisation beaucoup plus intensive de l'autoroute de l'information; la coordination de la prospection industrielle demeurée éclatée tous azimut; la modification substantielle des relations de travail et de l'atmosphère industrielle; la création d'une véritable classe ouvrière intermédiaire; la pénétration plus systématique de la périphérie nordique; la diffusion d'une nouvelle image positive de la région.

## **Enjeux**

Asseoir les acteurs du développement autour de ces enjeux ferait sans doute émerger la créativité. Du côté de la fermeture territoriale, la région nécessite impérativement d'importantes mesures protectrices de nos ressources naturelles,

bien sûr, mais aussi de nos moyens de production et de nos marchés. Il faudra cependant aller encore plus loin que cet essentiel protectionnisme.

Ce "plus loin" s'inscrit à l'enseigne de trois actions radicales: la promotion fortement accentuée de la culture régionale; l'apprentissage des langues et la saisie des différences culturelles; le renouvellement massif de l'élite décisionnelle par l'ascension sociale de la relève qualifiée et la création d'un instrument d'épargne et de réinvestissement à l'image d'une Caisse régionale de dépôts et de placements.

Nul doute que les défenseurs du statu quo souligneront le caractère utopique de ces mesures radicales. À la lumière de la théorie du développement régional et de l'expérience acquise au Saguenay-Lac-Saint-Jean, nous avançons que ces bonnes gens se trompent. On peut même trouver davantage de mesures opérationnelles grâce à la réflexion collective, telle que celle menée actuellement par le mouvement **Vision Saguenay 2025**. Il nous faut, à cet effet, mobiliser l'énergie, la détermination et l'imagination qui caractérisent fortement, ailleurs, notre population régionale en exode.

**Marc-Urbain Proulx, UQAC**